

**Cybersécurité - Russie - États-Unis -  
Entretien de M. Jean-Yves Le  
Drian, ministre de la défense,  
accordé au Journal du Dimanche**  
(Paris, 07 janvier 2017)

**Q** - Les partis politiques français sont-ils protégés face à une attaque comparable à celle qui a visé le Parti démocrate américain ?

**R** - Les analyses effectuées par l'ANSSI [agence nationale de la sécurité des systèmes d'information] n'ont pas permis à ce jour d'identifier des indices d'opérations de déstabilisation ciblant les élections en France. Il ne peut cependant être exclu que des opérations de même nature que celles observées aux États-Unis cherchent à perturber le processus électoral français. J'appelle donc chacun à la plus grande vigilance. C'est pour cela que les responsables des principaux mouvements politiques ont été reçus au mois d'octobre par l'Anssi. Des marqueurs techniques permettant de détecter les groupes d'attaquants les plus redoutés leur ont été remis et les bonnes pratiques à respecter leur ont été présentées dans le détail. Il leur revient désormais de les appliquer avec rigueur, c'est ce que les spécialistes appellent «l'hygiène informatique». Elle est essentielle. Il faut maintenant partir du principe que chaque e-mail envoyé peut être piraté et donc rendu public à des fins de déstabilisation. Ce risque est d'autant plus prégnant qu'avec des moyens réduits il permet d'obtenir des effets très puissants sur la crédibilité d'un individu ou d'une organisation.

**Q** - Estimez-vous, comme les autorités américaines l'affirment, que la Russie est à l'origine des piratages informatiques contre le Parti démocrate pendant la campagne présidentielle?

**R** - S'il y a eu une action pour influencer ou manipuler l'élection présidentielle américaine, c'est un événement grave. Si elle a été menée par un État, c'est une ingérence insupportable. Car en visant le processus électoral d'un pays, on attente à ses fondements démocratiques, donc à sa souveraineté. Nos services ont bien sûr les échanges nécessaires à ce sujet, ne serait-ce que pour en tirer des leçons pour l'avenir.

**Q** - Est-ce que la France est à l'abri d'attaques similaires?

**R** - Non, évidemment, il ne faut pas être naïf. Depuis que je suis à mon poste et notamment depuis trois ans, la menace cybernétique est devenue majeure y compris sur nos propres outils militaires. Les tentatives d'agression informatique sur mon ministère doublent chaque année. En 2016, 24.000 attaques externes ont été bloquées par nos dispositifs de sécurité. Parmi celles-ci, quelques centaines, plutôt élaborées, avaient de véritables intentions de nuire. Nous avons relevé par exemple des tentatives d'atteinte à l'image du ministère, des attaques menées à des fins stratégiques (harcèlement, repérage, espionnage) et même des tentatives de perturbation de nos systèmes de drones. Fort heureusement, nos défenses tiennent bon, et

aucune attaque sur le ministère de la défense n'est parvenue à ses fins. Mais le risque sur les infrastructures civiles, étatiques ou d'importance vitale (dans le secteur de l'eau, de l'électricité, de la santé, des communications ou des transports) est réel. Tout comme le risque qui pèse sur la vie démocratique et les médias. Nous l'avons vu lors de l'attaque contre TV5 Monde en 2015. Face à ces menaces-là, il fallait réellement changer d'échelle, pour ne pas se faire déborder.

Q - De quels moyens disposons-nous aujourd'hui pour nous défendre?

R - La cyber est une arme, dont il faut se protéger, mais qui peut aussi servir à frapper. Elle devait être intégrée au dispositif doctrinal militaire. C'est en cours, et j'en ai présenté les grandes lignes le 12 décembre dernier. Le deuxième axe est humain : il nous faut des personnels extrêmement qualifiés, et en quantité. La loi de programmation militaire double donc les effectifs liés à la cyber, pour les porter à 2.600 «combattants numériques» d'ici à 2019 sous l'autorité d'un commandement cyber avec l'appui de 600 experts de la direction générale de l'armement. Le troisième axe est financier : le budget affecté à la cyber sur la loi de programmation militaire et ses actualisations s'approche des 2 milliards d'euros sur six ans. C'est considérable. Cela fait de la France la première force cyber européenne au côté des Britanniques.

Q - En cas d'attaque cyber contre la France, notre pays devra-t-il répondre par les mêmes armes?

R - Non, pas forcément. La France se réserve le droit de riposter par tous les moyens qu'elle juge appropriés. Cela peut passer par l'arsenal cyber dont nous disposons mais aussi par des moyens armés conventionnels. Tout dépendra des effets de l'attaque.

Q - Diriez-vous que les Occidentaux vivent avec la Russie une nouvelle guerre froide?

R - Non. Je dis plutôt que nous assistons à un retour en force des puissances qui se réaffirment. C'est le cas de la Russie bien sûr mais aussi de la Chine, ou de l'Iran. Dans un tel contexte, l'impératif pour la France est de préserver sa souveraineté de décision et son autonomie d'action, ce qui passe par un renforcement de nos moyens. Nous pouvons avoir des alliés mais nous ne devons dépendre de personne. Notre force de dissuasion est là pour en témoigner, mais également notre capacité à entrer en premier sur un théâtre d'opérations extérieures, qui est un gage d'autonomie stratégique.

Q - Le débat de la présidentielle française met en avant la nécessité de «parler avec les Russes», de rétablir un climat de confiance...

R - Mais nous avons toujours parlé avec la Russie. J'étais à Moscou il y a un peu plus d'un an pour parler de la situation en Syrie. Parler aux Russes, cela ne veut pas dire s'aligner sur leurs positions mais déterminer nos points d'accord et travailler ensemble lorsque c'est possible. Sur Daech, j'aurais aimé que la Russie en fasse plus mais elle s'est concentrée sur Alep, au point de perdre Palmyre, ville qu'elle avait prise à l'État islamique.

Q - Le prochain président américain, Donald Trump, veut apparemment partir sur de nouvelles bases avec la Russie. Que vous a appris votre visite à Washington à la fin novembre?

R - J'ai travaillé avec trois différents secrétaires américains à la défense, Leon Panetta, Chuck Hagel et Ashton Carter, et j'entretiens avec ce dernier une relation de confiance exceptionnelle et d'une grande limpidité dans nos actions communes au Levant et en Afrique. Si le général Mattis, désigné par le président Trump, est confirmé par le Sénat, je le verrai dès le prochain sommet ministériel de l'Otan, en février. J'entends dire beaucoup de bien de lui. Je n'ai pas de raisons de douter que nous serons en phase sur l'essentiel, notamment dans la guerre que nous livrons ensemble contre Daech, qui est dans une phase décisive. Quant à la relation entre les États-Unis et la Russie, attendons d'y voir un peu plus clair./.

(Source : site internet du Journal du Dimanche)